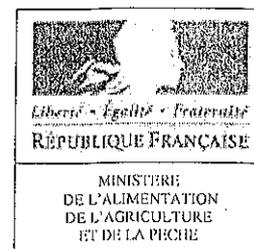


Direction générale
de l'alimentation

Sous-direction de la
qualité et de la protection
des végétaux

Bureau de la
réglementation et de la
mise sur le marché des
intrants

Dossier suivi par : CM



SYNGENTA FRANCE S.A.S
1 Avenue des Près CS10537
78286 GUYANCOURT CEDEX
FRANCE

Paris, le 15 JUIN 2015

Objet : Lettre de décision

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint, la lettre de décision qui fait suite à votre demande de changement de dénomination sociale du détenteur du produit :

N° Intransit : 9200022 - MELTOP 500

AMM n° 9200022

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation,

~~Le sous-directeur de la
et de la protection des végétaux~~

Alain TRIDON

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 9200022 Nom commercial : MELTOP 500

Produits Phytopharmaceutiques
N° AMM : 9200022

Type commercial : Produit de référence

Composition : Propiconazole 125 G/L+Fenpropidine 500 G/L

Vu la notification de l'Anses 2014-0637 du 9 mai 2014

Le changement de dénomination sociale de la société Syngenta Agro SAS en Syngenta France SAS est accepté.

Ce changement est autorisé avec un délai de commercialisation d'un an à compter de la signature de la décision et un délai d'utilisation à concurrence de l'écoulement total des stocks.

Dénominations commerciales

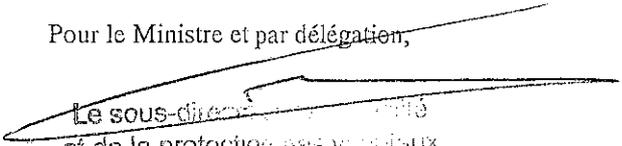
Firme détentric

SYNGENTA France SAS

Ancienne firme :
SYNGENTA AGRO SAS

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation,


Le sous-directeur général
et de la protection des végétaux

15 JUIN 2015

Alain TRIDON